

RENFORCER LA SECURITE EUROPEENNE

Camille Grand

Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Paris

www.frstrategie.org

Intervention devant le Forum sur la sécurité et la coopération

OSCE, Vienne, 25 février 2009

La sécurité en Europe a-t-elle progressée au cours des dix dernières années?

En apparence oui:

1. L'Union européenne est devenue un producteur de sécurité.
2. L'Otan s'est réformée et a noué des partenariats denses avec le reste du continent.
3. Les deux organisations se sont élargies pacifiquement.
4. Les Balkans occidentaux après une décennie de conflits sont en paix et sur la voie d'une pleine intégration dans le système européen.
5. L'OSCE demeure un forum actif à l'échelle pan-européenne sur les diverses questions de sécurité et s'est engagée dans des régions où elle était peu présente (Caucase, Asie centrale).

Ce tableau optimiste doit cependant être nuancé:

- De nouvelles menaces sont apparues (terrorisme) et pèsent désormais sur la sécurité des Européens.

D'autres différents signaux inquiétants doivent être relevés :

- **Les mécanismes de coopération et de prévention des conflits de l'OSCE et autres n'ont pas permis d'éviter le retour des conflits dans la zone euro-atlantique** et plusieurs régions (Caucase en particulier) demeurent des zones de tension très fortes où des conflits armés majeurs se sont déroulés et où le recours à la force reste une possibilité sérieuse.
- **Le système sophistiqué de maîtrise des armements développé de la fin des années 80 au à la fin des années 90 est menacé** par une situation combinant blocage et mesures unilatérales. Il convient de ne pas sous-estimer les

conséquences de cette évolution qui fait basculer notre système de sécurité d'un dispositif basé sur la confiance, la transparence, la prédictibilité et la coopération vers un système dans lequel la méfiance, les erreurs de perception et de calcul pourraient redevenir la norme. Cela représente un risque majeur à moyen terme : le traité FCE en particulier a rendu les conflits conventionnels majeurs impossibles en Europe en imposant des plafonds et sous-plafonds régionaux incompatibles avec des déséquilibres conventionnels et la menace d'une attaque surprise. Ne nous méprenons pas, depuis la décision russe de mise en place d'un moratoire, le dispositif s'effrite plus vite qu'on ne le pense.

- **La perception d'un continent où des valeurs démocratiques sont partagés et la sécurité indivisible a aussi clairement décru** et, ne le cachons pas, la crise des fora dédiés à la coopération en matière de sécurité comme le FCS est réelle.

Ces trois derniers points sont profondément liés à la question des relations de sécurité entre Russie et Occident, sujet qui a fait un « come-back » remarquable dans l'agenda des pays européens et de des Etats-Unis au cours de l'année écoulée.

Dans ce contexte, il faut éviter trois erreurs :

- La négligence « Tout ceci est-il si important ? »;
- Le retour des mentalités de la guerre froide: "Vieux problèmes, vieilles solutions !" ;
- Le retour de la géopolitique westphalienne faite de compromis basés sur les sphères d'influence et les rapports de force.

Ayant tout ceci en tête, il paraît intéressant de regarder avec des lunettes un peu différentes les propositions du président Medvedev qui est aujourd'hui une proposition articulée de refonte de l'agenda de sécurité européen autour d'un ambitieux projet de traité sur la sécurité européenne, même si bien entendu des considérations tactiques peuvent également entrer en jeu et justifient une certaine méfiance de la part des Occidentaux.

Cette démarche doit, à mon sens être liée à plusieurs conditions pour permettre une approche réellement coopérative:

- Le lien entre dimension humaine, soft security et sécurité dure doit être réaffirmé,
- Il s'agit d'une affaire relevant de l'ensemble des membres de l'OSCE : les Etats-Unis et le Canada sont des acteurs à part entière de la sécurité européenne,
- La souveraineté et l'intégrité territoriale sont des principes essentiels,
- Les alliances militaires existantes contribuent à la sécurité du continent,
- L'enjeu est de faire reculer l'usage de la force,
- ...

L'agenda des discussions en matière de sécurité pourrait dès lors reposer sur trois dimensions

1. Maitrise des armements
2. la gestion des crises et la prévention des conflits dans la zone OSCE
3. Un dialogue politique pour traiter des menaces communes qui pèsent sur l'espace euro-atlantique (terrorisme, crime organisé, prolifération...).

Enfin et pour conclure, quelques idées me semblent pouvoir guider ces discussions :

- La confiance n'est pas indispensable à ce processus qui doit davantage reposer sur des intérêts de sécurité bien compris des Parties, en particulier s'agissant de la maîtrise des armements ;
- L'acquis des décennies passées doit être préservé (il convient de ne pas aller vers un système moins performant) mais ne doit pas empêcher indéfiniment de réfléchir à de nouveaux cadres ;
- Les pré-conditions me semblent incompatibles avec une discussion approfondie : autant chacun doit arriver avec les idées les plus claires possibles sur ses attentes et ses propositions autant il convient de ne pas poser d'emblée des exigences « à prendre ou à laisser » ;
- Les trois dimensions doivent trouver leur place dans cette discussion (cela a toujours été la valeur ajoutée de l'OSCE/CSCE)
- Le résultat final doit rester ouvert, doit-on viser une déclaration politique, un texte juridiquement contraignant ou un mixe entre ces deux approches.